

Marseille Libre

24 Jan. 1937

Jan. 1937

98

Missions bolchevistes à Marseille

ANDRÉ RIBARD « RÉPOND » A GIDE

Dictature de la raison de la connaissance et de la vérité

Beaucoup de Français — j'entends de ceux qui, de bonne foi, professent une admiration sans bornes pour le régime soviétique — se figurent qu'il existe là-bas, comme on l'a dit tant de fois, la « dictature du prolétariat ». D'autres, aussi nombreux et d'aussi bonne foi, mais se plaçant à un autre point de vue, plus objectif et plus réaliste, ayant au surplus l'habitude d'appeler les choses par leur nom, pensent, au contraire, qu'il s'agit uniquement de la dictature d'un homme et d'une minorité. Les uns et les autres, sûrs de connaître par ces deux formules la vérité et toute la vérité sur l'U. R. S. S., sont prêts à se battre et à s'entre-déchirer dans une lutte sans merci. L'échéance de cette lutte paraît même prochaine et menace le monde d'une subversion totale.

Eh bien, les uns et les autres sont dans la plus complète erreur. L'U. R. S. S. ne représente ni la dictature du prolétariat, ni celle d'un homme, mais tout simplement (tenez-vous bien), la dictature « de la raison, de la connaissance et de la vérité ». Telle est du moins l'opinion de M. André Ribard, au cours de la conférence qu'il vient de faire dans notre ville sur la critique du livre d'André Gide.

Voilà bien, n'est-ce pas, qui est nouveau ? Mais, en vérité, rien qui puisse nous surprendre. L'U. R. S. S. en perpétuel devenir, se découvre chaque jour des vertus nouvelles et chacun sait qu'elle n'a pas fini d'étonner le monde de ses exploits. Toutefois, dans la bouche d'un homme sérieux et sincère, cette proposition est assez inattendue. Exprimée devant un auditoire en majorité « rouge », elle prend une valeur toute particulière.

Comment M. Ribard répond à André Gide ? C'est bien simple. Il lui reproche, en substance, de s'être

placé exclusivement sur le terrain psychologique, le seul qu'aurait Gide lui-même, l'intéresse. Et sans doute, sommes-nous d'accord avec M. Ribard pour admettre qu'un pareil terrain n'est pas du tout favorable à une étude aussi éminemment sociale que celle du régime russe. Avec lui, nous convenons même que l'assemblage de plusieurs vérités « psychologiques » peut parfaitement constituer une erreur « sociale ». Mais à ne considérer que le problème social et économique, comme l'a fait à son tour M. Ribard, cela entraîne inévitablement à d'autres erreurs sur le plan général et humain qui est, en définitive, le plan réel sur lequel on doit se prononcer. Le fait russe, en effet, ne doit pas être considéré seulement comme un fait économique et social, mais comme un fait humain, c'est-à-dire, extrêmement complexe, à la fois social, économique, politique, psychologique, moral... Négliger un quelconque de ces aspects, conduit à coup sûr à une conception fautive. Et c'est là que réside tout l'équivoque qui entoure cette question. M. Ribard, désireux d'éviter une controverse d'un caractère idéologique ou doctrinal, avait excellemment placé la discussion sur le terrain des faits et des réalités concrètes. Mais alors, il est effarant qu'au cours de ce débat qui a duré trois heures, le côté politique du problème n'ait même pas été effleuré ; je crois même que le mot n'a pas été prononcé une seule fois dans la salle.

Nous savons, il est vrai, que les disciples de Marx et de Lénine attachent une importance primordiale aux réalités économiques et qu'elles constituent même pour eux la seule réalité. Mais il n'en existe pas moins en Russie un fait qui n'a rien d'économique et qui ne peut être nié de personne, un fait brutal et incontes-

table, à savoir l'existence là-bas d'un parti politique, non seulement puissant et fort, mais unique, d'un parti qui, pratiquement, absorbe et contrôle toute la vie russe.

Ignorer l'existence de ce parti, le cacher soiemment, c'est méconnaître du régime soviétique l'élément essentiel et je dirai, vital. C'est aussi se donner trop beau jeu pour dénoncer et condamner les régimes fascistes. Car, enfin, pour quiconque réfléchit et sait observer les faits, il est hors de doute que, loin de s'opposer radicalement, communisme et fascisme présentent des analogies remarquables. Sur le plan politique, si soigneusement mis dans l'ombre par les communistes, l'identité est manifeste : domination de toute une nation par un seul parti politique, maître absolu du pays, c'est-à-dire dictature politique pure et simple.

Parler dans ces conditions de « dictature » de la raison et de la vérité, constitue le comble de l'aberration. La raison et surtout la vérité, M. Ribard, sont plus exigeantes.

Au reste, méfions-nous toujours de ces individus qui voudraient faire régner sur la terre les plus hautes facultés de l'homme et ses plus nobles aspirations. Ils sont extrêmement dangereux. Les révolutionnaires de 89, dans leur volonté farouche d'instaurer dans le monde un régime de liberté et d'égalité, ont finalement abouti à la dictature d'un soldat. Robespierre, à son tour, voulait établir le règne de la vertu, mais il réclamait aussitôt 200.000 têtes et déclanchait la Terreur... Dès lors, on se demande ce que pourrait faire la raison.

Allons, M. Ribard, votre dictature « de la raison, de la connaissance et de la vérité » est une plaisanterie, et encore, une mauvaise plaisanterie.

Robert GILLET